

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F 90 — 596

21 DÉCEMBRE 1989

Décret relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — De la Société régionale wallonne du TransportSection 1^{er}. — Création, objet, durée et capital

Article 1^{er}. Il est créé une Société régionale wallonne du Transport public de personnes, ci-après dénommée « Société régionale », dont le siège social est établi à Namur.

La Société régionale est une personne morale de droit public dont les statuts sont conformes au présent décret et pour le surplus, pour autant qu'il n'y soit par dérogé, aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en particulier aux dispositions relatives aux sociétés anonymes.

Les actes et engagements de la société sont réputés commerciaux.

Art. 2. La Société régionale a pour objet, en Région wallonne, l'étude, la conception, la promotion et la coordination des services de transport public de personnes.

Elle a notamment pour mission :

- 1^o de proposer à l'Exécutif régional, ci-après dénommé « l'Exécutif » :
 - a) les structures tarifaires applicables aux transports publics de personnes;
 - b) les règles de répartition des subsides alloués par la Région aux sociétés d'exploitation visées à l'article 18;
- 2^o au nom de l'Exécutif, de définir la politique commerciale applicables aux transports publics de personnes;
- 3^o de réaliser le programme d'investissements arrêté par l'Exécutif en matière d'infrastructure de transports publics;
- 4^o de coordonner l'action des Sociétés d'exploitation, notamment :
 - a) en procédant aux commandes et achats groupés de matériel roulant et d'équipements pour les sociétés d'exploitation, ainsi que le financement de ces activités;
 - b) en suscitant la création de services communs aux sociétés d'exploitation;
 - c) en harmonisant les politiques des sociétés d'exploitation concernant les relations de travail individuelles ou collectives;
 - d) en contribuant au règlement amiable des conflits entre les sociétés d'exploitation;
- 5^o d'assurer, pour ce qui la concerne, les relations avec la S.N.C.B. ou tout autre organisme national ou international de transports publics;
- 6^o d'exécuter toute mission d'intérêt général que lui confie l'Exécutif.

Art. 3. La Société régionale est constituée pour une durée indéterminée. Sa dissolution ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui réglera en même temps le mode et les conditions de sa liquidation.

Art. 4. § 1^{er}. Lors de la constitution de la Société régionale, la Région wallonne et les autres actionnaires de la Société nationale des Chemins de Fer Vicinaux qui relèvent de la Région wallonne sont actionnaires de droit et participent à la première assemblée générale; il leur est attribué un nombre de parts sociales équivalent à celui dont ils étaient titulaires au sein de la Société nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

§ 2. L'attribution des parts sociales et la réunion de la première assemblée générale se font à l'initiative de l'Exécutif.

§ 3. Le montant du capital initial, tel qu'il résulte de l'attribution des parts sociales en vertu du § 1^{er}, est inscrit dans les statuts au plus tard un an après la constitution de la Société régionale.

§ 4. Les parts sociales attribuées en vertu du § 1^{er}, ne sont libérées que dans la même mesure où elles l'étaient avant la dissolution de la Société nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Ces parts confèrent aux détenteurs les mêmes droits et obligations que les parts sociales de cette dernière.

§ 5. Outre les titulaires de parts visés au présent article, ne peuvent être actionnaires que des personnes morales de droit public agréés par l'Exécutif.

Section II. — Fonctionnement

Art. 5. § 1^{er}. La Société régionale est administrée par un conseil d'administration. La gestion journalière est confiée à un administrateur générale et un administrateur général adjoint, nommés par l'Exécutif.

§ 2. Le Conseil d'administration est composé :

- de neuf membres, dont le président, nommés par l'Exécutif sur proposition du Ministre ayant le Transport dans ses attributions;
- de cinq membres, dont le vice-président, nommés par l'Exécutif sur proposition de chacune des sociétés d'exploitation. Ceux-ci sont choisis parmi les membres des conseils d'administration desdites sociétés;

(1) Session 1989-1990.

Documents du Conseil, 117. Nos 1 à 5.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 14 décembre 1989.

Discussion — Adoption.

- de deux membres nommés par l'Exécutif sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives;
- d'un membre nommé par l'Exécutif sur proposition de l'organisation la plus représentative des exploitants privés.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Les statuts règlent ce qui a trait aux attributions, aux émoluments et à la durée des fonctions du président, du vice-président, des administrateurs, de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint.

Art. 6. L'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité absolue des membres présents ou représentés, arrête et modifie les statuts de la Société régionale sous réserve de l'approbation de l'Exécutif.

Art. 7. Dans le respect des dispositions du présent décret, les pouvoirs des organes de la Société régionale et le fonctionnement de ceux-ci sont réglés par ses statuts et pour le surplus par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 8. L'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est pas applicable :

- 1° aux droits de vote attachés aux actions représentatives du capital détenues par la Société régionale;
- 2° aux droits de vote attachés aux actions représentatives du capital de la Société régionale.

Art. 9. Par dérogation à l'article 104bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la Société régionale peut constituer seule une société et souscrire en qualité de fondateur la totalité des actions de cette société.

De même elle peut détenir la totalité des actions d'une société existante pendant un délai supérieur à un an sans être réputée caution solidaire de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les actions entre ses mains.

La Société régionale qui est le seul actionnaire des sociétés visées à l'alinéa précédent garde le bénéfice de la séparation des patrimoines.

Section III. — Contrôle et surveillance

Art. 10. § 1^{er}. La Société régionale est soumise au pouvoir de contrôle de l'Exécutif, à l'intervention de deux commissaires délégués nommés par ce dernier; les commissaires assistent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la Société régionale et disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 2. Chacun des commissaires de l'Exécutif dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts, au contrat de gestion ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise, sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué, conformément aux statuts, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par lettre recommandée.

§ 3. Chaque commissaire exerce son recours auprès de l'Exécutif dans les conditions et selon les modalités fixées par ce dernier. Si, dans un délai de 30 jours calendriers, commençant le même jour que le délai prévu au § 2, l'Exécutif n'a pas prononcé l'annulation de la décision, celle-ci devient définitive.

§ 4. La décision d'annulation est motivée et notifiée à la Société régionale par lettre recommandée.

§ 5. L'Exécutif règle ce qui a trait à la durée du mandat des commissaires et à leurs émoluments.

Art. 11. L'Exécutif désigne trois commissaires aux comptes auprès de la Société régionale, choisis parmi les membres de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

Pour le surplus, les commissaires aux comptes exercent leur mandat conformément aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Leurs rapports et observations sont transmis aux organes statutaires de la Société régionale et à l'Exécutif régional wallon.

Section IV. — Budget et comptes

Art. 12. La Société régionale établit annuellement son budget à l'intervention de ses organes et le soumet à l'approbation de l'Exécutif.

Le défaut d'approbation par l'Exécutif au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet du budget de la Société régionale sauf s'il s'agit de dépenses d'un principe nouveau que le budget de l'année précédente ne contenait pas.

Art. 13. Les ressources de la Société régionale sont les suivantes :

- 1° les recettes propres de la Société régionale;
- 2° les crédits accordés par le budget régional;
- 3° le produit des emprunts qu'elle a été autorisée à émettre ou à contracter.

Art. 14. La Société régionale est autorisée, de l'accord de l'Exécutif, à contracter ou à émettre des emprunts; elle communique à l'Exécutif tout renseignement relatif à ces derniers.

L'Exécutif est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui, l'intérêt et l'amortissement de ces emprunts et obligations; les engagements garantis par la Région, ne peuvent dépasser les fixées par le décret contenant le budget des dépenses de la Région.

Art. 15. Les comptes annuels de la Société régionale sont établis conformément à la loi du 17 juillet 1975 sur la comptabilité des entreprises, sauf dérogations fixées par l'Exécutif.

Les comptes annuels sont établis pour le 30 avril au plus tard par le conseil d'administration, arrêtés par l'assemblée générale des actionnaires et approuvés par l'Exécutif.

Art. 16. La Société régionale présente à l'Exécutif des situations périodiques et un rapport annuel sur ses activités. Elle lui adresse tous autres renseignements qu'il lui demande.

Section V. — Pouvoir d'expropriation

Art. 17. La Société régionale est habilitée à poursuivre, conformément à la législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les acquisitions de biens immobiliers préalablement déclarées d'utilité publique par l'Exécutif.

CHAPITRE II. — *Des sociétés d'exploitation**Section I^{er}. — Création, capital et durée*

Art. 18. Sur proposition de la Société régionale, l'Exécutif approuve la création et les statuts de sociétés d'exploitation.

Ces sociétés prennent la forme d'associations de droit public et sont dotées de la personnalité juridique. Elles sont constituées pour une durée indéterminée.

Leurs actes et engagements sont réputés commerciaux.

Art. 19. Le capital des sociétés d'exploitation à créer est constitué par l'apport, par la Société régionale, des actifs nécessaires à la réalisation de leur objet social.

Le cas échéant, pour les sociétés d'exploitation existantes, visées à l'article 39, cet apport se fait sous forme d'augmentation de capital.

Les parts représentatives du capital sont transférées à titre gratuit par la Société régionale à raison de 49 % aux communes situées dans le périmètre d'exploitation de la société d'exploitation, sous réserve de leur acceptation.

Ces parts sont réparties entre les communes au prorata du chiffre de leur population au 1^{er} janvier 1989.

Cette répartition ne peut avoir pour effet de réduire le nombre de parts détenues par les communes déjà associées dans les sociétés d'exploitation existantes.

En cas d'application de la disposition visée à l'alinéa précédent, les parts à transférer aux autres communes sont réduites à due concurrence.

Les parts auxquelles une commune a renoncé restent propriété de la Société régionale. Ces parts ne sont cessibles qu'à cette seule commune.

Section II. — Fonctionnement

Art. 20. Le fonctionnement des sociétés d'exploitation est régi par le présent décret, par leurs statuts et pour le surplus, et pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, et plus particulièrement les dispositions relatives aux sociétés anonymes.

Art. 21. Les sociétés d'exploitation sont administrées par un conseil d'administration comprenant un minimum de 6 membres et un maximum de 18 membres, mais dont le nombre sera toujours pair.

Leur gestion journalière est confiée à un directeur général nommé par l'Exécutif.

Le nombre des administrateurs représentant la Société régionale est égal à la moitié du total des membres du conseil augmenté d'une unité.

Ces administrateurs sont désignés par l'Exécutif sur proposition de la Société régionale.

Le nombre des administrateurs représentant les communes est égal à la moitié du total des membres du conseil diminué d'une unité.

Ces administrateurs sont désignés par l'Exécutif selon les modalités fixées par les statuts.

Siègent en outre au conseil d'administration, avec voix consultative deux délégués des organisations représentatives du personnel.

Le président du conseil d'administration est désigné par l'Exécutif parmi les administrateurs représentant les communes.

Section III. — Contrôle et surveillance

Art. 22. Chaque société d'exploitation est soumise au pouvoir de contrôle de la société régionale, à l'intervention d'un commissaire désigné par l'Exécutif parmi les membres du personnel de la Société régionale.

Le commissaire exerce son mandat conformément aux dispositions de l'article 10. Le recours est pris par le commissaire auprès de la Société régionale; la décision d'annulation est motivée et notifiée à la société d'exploitation par lettre recommandée.

Art. 23. Les commissaires aux comptes désignés auprès de la Société régionale exercent le même mandat auprès de chaque société d'exploitation, conformément aux dispositions de l'article 11.

Leurs rapports et observations sont adressés à l'Exécutif, aux organes statutaires de la société d'exploitation et à ceux de la Société régionale.

Section IV. — Budget et comptes

Art. 24. A la diligence de la Société régionale, les budgets des sociétés d'exploitation sont communiqués à l'Exécutif.

En l'absence d'un contrat de gestion, tel que défini aux articles 32 et 33, les sociétés d'exploitation soumettent leur budget, après avis de la Société régionale, à l'approbation de l'Exécutif.

Art. 25. Les ressources des sociétés d'exploitation sont les suivantes :

- 1° les recettes propres des sociétés d'exploitation;
- 2° les crédits accordés par le budget régional, sur proposition de la Société régionale;
- 3° le produit des emprunts qu'elles ont été autorisées à émettre ou à contracter.

Art. 26. Les sociétés d'exploitation sont autorisées, de l'accord de l'Exécutif et après avis de la Société régionale, à contracter ou émettre des emprunts; elles communiquent à l'Exécutif et à la Société régionale tous renseignements relatifs à ces derniers.

Art. 27. Leurs comptes annuels sont établis conformément à la loi du 17 juillet 1975 sur la comptabilité des entreprises, sauf dérogations fixées par l'Exécutif.

Art. 28. Les sociétés d'exploitation présentent à la Société régionale et à l'Exécutif des situations périodiques et un rapport annuel sur leurs activités. Elles leur adressent tous autres renseignements qu'ils leur demandent.

Art. 29. Les sociétés d'exploitation ne peuvent être assujetties par les provinces et les communes desservies à aucune taxe rémunération du chef des concessions et autorisations qui leur auront été octroyées.

Section V. — Préservation des intérêts de certaines zones

Art. 30. Les statuts des sociétés d'exploitation peuvent prévoir des dispositions visant à préserver les intérêts de certaines zones faisant partie du périmètre d'exploitation et présentant des caractéristiques particulières.

Section VI. — Transfert du personnel

Art. 31. Des membres du personnel de la Société régionale peuvent par arrêté de l'Exécutif être transférés de celle-ci aux sociétés d'exploitation.

L'Exécutif détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités de transfert et les mesures nécessaires pour garantir ses droits et ce, dans le respect des principes visés à l'article 88 de la loi spéciale du 8 août 1980.

CHAPITRE III. — Des dispositions communes à la Société régionale wallonne du Transport et aux sociétés d'exploitation

Art. 32. La Société régionale soumet à l'approbation de l'Exécutif le contrat de gestion à conclure avec chaque société d'exploitation.

Le contrat de gestion a une durée de quatre ans minimum et de six ans maximum.

Art. 33. Le contrat de gestion porte notamment sur :

- 1° les missions de service public des sociétés d'exploitation et leur objectifs économiques;
- 2° les structures tarifaires.

CHAPITRE IV. — Des concessions et autorisations de transports en commun

Art. 34. L'exploitation de services réguliers ou réguliers spécialisés et concédée aux sociétés d'exploitation par l'Exécutif ou autorisée par celui-ci.

Les concessions ou autorisations ne donnent pas lieu au paiement de redevances.

Art. 35. Lorsqu'un service affecte les périmètres de plusieurs sociétés d'exploitation, l'Exécutif décide après avis de la Société régionale.

Art. 36. Les sociétés d'exploitation peuvent affermer l'exploitation des services réguliers et des services réguliers spécialisés pour lesquels elles sont titulaires d'une autorisation ou d'une concession.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 37. La Société régionale assure l'exploitation des lignes exploitées antérieurement par la Société nationale des Chemins de Fer Vicinaux, jusqu'à ce que cette exploitation soit transférée à une société d'exploitation en vertu du présent décret.

Art. 38. Aussi longtemps que l'Exécutif n'aura pas déterminé son affectation définitive, le personnel transféré de la Société nationale des Chemins de Fer Vicinaux est incorporé dans la Société régionale. Il conserve la qualité, la rémunération, les avantages et ancienneté dont il bénéficiait avant son incorporation à la Société régionale; il ne conserve les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans la Société régionale.

Art. 39. La Société des transports intercommunaux de Charleroi, la Société des transports intercommunaux de Liège et la Société des transports intercommunaux de Verviers sont des sociétés d'exploitations au sens du présent décret.

Art. 40. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990. Toutefois, les articles 37 et 38 du présent décret n'entreront en vigueur que lorsqu'aura effectivement été réalisé le transfert aux Régions de la Société nationale des Chemins de Fer Vicinaux en vertu de la loi réglant la liquidation de cette dernière.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 21 décembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés
et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHEN MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D 90 — 598

21. DEZEMBER 1989

Dekret über die Öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft

Abschnitt I. — Gründung, Zweck, Dauer des Bestehens und Kapital

Artikel 1. Es wird eine Wallonische Regionale Gesellschaft für den Öffentlichen Personenverkehr nachstehend « Regionale Gesellschaft » genannt - gegründet, deren Gesellschaftssitz sich in Namur befindet.

Die Regionale Gesellschaft ist eine juristische Person des öffentlichen Rechts, deren Statuten dem vorliegenden Dekret und im übrigen den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften, insbesondere den Bestimmungen über die Aktiengesellschaften, entsprechen, soweit in diesem Dekret nicht davon abgewichen wird.

Die Handlungen und Verpflichtungen der Gesellschaft sind als Handelsgeschäfte anzusehen.

Art. 2. Die Regionale Gesellschaft hat als Aufgabe, die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region zu untersuchen, zu planen, zu fördern und zu koordinieren.

Sie ist insbesondere beauftragt :

1° der Regionalexekutive, nachstehend « Exekutive » genannt, folgendes vorzulegen :

a) die für den öffentlichen Personenverkehr geltenden Tarifstrukturen;
b) die Regeln für die Verteilung der Zuschüsse, die die Region den in Artikel 18 erwähnten Betriebsgesellschaften gewährt;

2° die für den öffentlichen Personenverkehr geltende Handelspolitik im Namen der Exekutive zu bestimmen;

3° das von der Exekutive im Bereich der Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs festgelegte Investitionsprogramm durchzuführen;

4° das Vorgehen der Betriebsgesellschaften zu koordinieren, insbesondere :

a) indem sie die Sammelbestellungen und -einkäufe des rollenden Materials und der Ausrüstungen für die Betriebsgesellschaften tätigt und diese Tätigkeiten finanziert;

b) indem sie die Schaffung von Diensten hervorruft, die den Betriebsgesellschaften gemein sind;
c) indem sie die jeweiligen Politiken der Betriebsgesellschaften in bezug auf die individualrechtlichen oder kollektivrechtlichen Arbeitsbeziehungen harmonisiert;

d) indem sie zur gütlichen Beilegung der Konflikte zwischen den Betriebsgesellschaften beiträgt;

5° für das, was sie betrifft, die Beziehungen mit der Nationalen Belgischen Eisenbahngesellschaft oder mit jeder anderen nationalen oder internationalen Einrichtung für den öffentlichen Verkehr aufrechtzuerhalten;

6° jeden gemeinnützigen Auftrag auszuführen, den die Exekutive ihr anvertraut.

Art. 3. Die Regionale Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet. Ihre Auflösung darf nur aufgrund eines Dekrets ausgesprochen werden, das den Modus und die Bedingungen ihrer Abwicklung angibt.

Art. 4. § 1. Bei der Errichtung der Regionalen Gesellschaft werden die Wallonischen Region und die anderen Aktionäre der Nationalen Kleinbahngesellschaft, die der Zuständigkeit der Wallonischen Region unterliegen, von Rechts wegen Aktionäre und nehmen an der ersten Hauptversammlung teil; sie erhalten eine Anzahl Gesellschaftsanteile, die der Anzahl entspricht, über die sie bei der Nationalen Kleinbahngesellschaft verfügen.

§ 2. Die Zuteilung der Gesellschaftsanteile und die Einberufung der ersten Hauptversammlung erfolgen auf Initiative der Exekutive.

§ 3. Die Höhe des Grundkapitals, so wie er aus der Zuteilung der Gesellschaftsanteile gemäß § 1 hervorgeht, wird spätestens ein Jahr nach Errichtung der Regionalen Gesellschaft in die Statuten eingetragen.

§ 4. Die aufgrund von § 1 zugeteilten Gesellschaftsanteile werden nur in dem Maße eingezahlt, wie sie vor der Auflösung der Nationalen Kleinbahngesellschaft eingezahlt wurden.

Diese Anteile verleihen den Inhabern die gleichen Rechte und Verpflichtungen wie die Anteile der letzteren Gesellschaft.

§ 5. Außer den in vorliegendem Artikel erwähnten Inhabern dürfen nur juristische Personen des öffentlichen Rechts, die die Exekutive anerkennt, Aktionäre sein.

Abschnitt II. — Arbeitsweise

Art. 5. § 1. Die Regionale Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Die tägliche Geschäftsführung wird einem Hauptmitglied und einem beigeordneten Mitglied des Verwaltungsrates, die die Exekutive ernannt, anvertraut.

§ 2. Der Verwaltungsrat setzt sich zusammen aus :

— neun Mitgliedern, darunter dem Vorsitzenden, die auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, von der Exekutive ernannt werden;

— fünf Mitgliedern, darunter dem stellvertretenden Vorsitzenden, die auf Vorschlag jeder der Betriebsgesellschaften von der Exekutive ernannt werden. Ersterer werden unter den Mitgliedern der Verwaltungsräte dieser Gesellschaften gewählt;

(1) Sitzungsperiode 1989-1990.

Ratsdokumente 117. Nrn. 1 bis 5.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 14. Dezember 1989.

Diskussion — Abstimmung.

— zwei Mitgliedern, die auf Vorschlag der repräsentativsten Gewerkschaften von der Exekutive ernannt werden;

— einem Mitglied, das auf Vorschlag der repräsentativsten Organisation der privaten Betreiber von der Exekutive ernannt wird.

Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 3. Die Statuten regeln die Befugnisse, die Bezüge und die Dauer der Ämter des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden, der Verwaltungsratsmitglieder, des Hauptmitglieds und des beigeordneten Mitglieds des Verwaltungsrates.

Art. 6. Die Hauptversammlung der Aktionäre, die mit der absoluten Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder beschließt, bestimmt und ändert die Statuten der Regionalen Gesellschaft vorbehaltlich der Genehmigung der Exekutive.

Art. 7. Die Befugnisse und die Arbeitsweise der Organe der Regionalen Gesellschaft werden unter Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets durch die Statuten der besagten Gesellschaft und im übrigen durch die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften geregelt.

Art. 8. Artikel 76 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften findet keine Anwendung :

1° auf das Stimmrecht, das mit den Kapitalanteilen verbunden ist, welche im Besitz der Regionalen Gesellschaft sind;

2° auf das Stimmrecht, das mit den Aktien verbunden ist, die das Kapital der Regionalen Gesellschaft darstellen.

Art. 9. In Abweichung von Artikel 104 bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften kann die Regionale Gesellschaft eine Gesellschaft alleine gründen und als Gründer die Gesamtheit der Aktien dieser Gesellschaft zeichnen.

Sie kann ebenso die Gesamtheit der Aktien einer bestehenden Gesellschaft während einer Frist von mehr als einem Jahr besitzen, ohne als Solidarbürge für alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die nach Vereinigung aller in ihrem Besitz befindlichen Aktien entstanden sind, zu gelten.

Die Regionale Gesellschaft, die der einzige Aktionär der im vorangehenden Absatz erwähnten Gesellschaften ist, genießt weiterhin das Vorrecht der Absonderung der Vermögensmasse des Nachlasses vom persönlichen Vermögen des Erben.

Abschnitt III. — Kontrolle und aufsicht

Art. 10. § 1. Die Regionale Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis. Diese Kontrolle wird durch Vermittlung zweier beauftragter Kommissare ausgeübt, die von der Exekutive ernannt werden; die Kommissare wohnen den Versammlungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Regionalen Gesellschaft mit beratender Stimme bei, und zur Erfüllung ihrer Aufgabe verfügen sie über die weitgehendsten Befugnisse.

§ 2. Jeder Kommissar der Exekutive verfügt über eine Frist von 4 vollen Tagen, um einen begründeten Einspruch gegen jeglichen Beschluß zu erheben, der seiner Meinung nach gegen die Rechtsvorschriften, die Regelung, die Statuten, den Geschäftsführungsvertrag oder die Gemeinnützigkeit verstößt. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Die viertägige Frist beginnt am Tag, wo der Beschluß gefaßt worden ist. Dies gilt nicht, wenn der betreffende Kommissar nicht entsprechend den Statuten ordnungsgemäß vorgeladen worden ist; in diesem Fall läuft die Frist ab dem Tag, wo der Beschluß ihm per Einschreiben notifiziert worden ist.

§ 3. Jeder Kommissar erhebt seinem Einspruch bei der Exekutive unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die letztere festlegt. Wenn die Exekutive binnen 30 Kalendertagen, die ab demselben Tage laufen wie die in § 2 vorgesehene Frist, die Annullierung des Beschlusses nicht ausgesprochen hat, wird der Beschluß rechtskräftig.

§ 4. Der Annullierungsbeschluß muß mit Gründen versehen sein und der Regionalen Gesellschaft per Einschreiben notifiziert werden.

§ 5. Die Exekutive regelt die Dauer des Mandats der Kommissare und ihre Bezüge.

Art. 11. Die Exekutive bestellt drei Abschlußprüfer bei der Regionalen Gesellschaft, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gewählt werden.

Im übrigen üben die Abschlußprüfer ihr Mandat gemäß den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften aus.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden den statutarischen Organen der Regionalen Gesellschaft und der Wallonischen Regionalexekutive übermittelt.

Abschnitt IV. — Haushaltsplan und Rechnungen

Art. 12. Die Regionale Gesellschaft stellt jährlich ihren Haushaltsplan durch Vermittlung ihrer Organe auf und legt ihn der Exekutive zur Genehmigung vor.

Das Fehlen dieser Genehmigung am ersten Tag des Haushaltsjahres beeinträchtigt nicht die Verwendung der Mittel, die im Entwurf des Haushaltsplans der Regionalen Gesellschaft eingetragen sind, es sei denn, es handelt sich um neuartige Ausgaben, die noch nicht im Haushaltsplan des Vorjahres vorgesehen waren.

Art. 13. Die Einnahmen der Regionalen Gesellschaft sind die folgenden :

1° die eigenen Einnahmen der Regionalen Gesellschaft;

2° die Mittel, die im regionalen Haushaltsplan bewilligt werden;

3° der Ertrag der Anleihen, die sie ausgeben bzw. aufnehmen darf.

Art. 14. Die Regionale Gesellschaft darf mit der Zustimmung der Exekutive Anleihen aufnehmen oder ausgeben; sie teilt der Exekutive jede Auskunft über diese Anleihen mit.

Die Exekutive darf unter den von ihr festgelegten Bedingungen für die Zinsen und die Tilgung dieser Anleihen und Obligationen gegenüber Drittpersonen bürgen; die von der Region garantierten Verpflichtungen dürfen die durch das Dekret zur Festlegung der Ausgaben der Region festgesetzten Summen nicht überschreiten.

Art. 15. Die Jahresabschlüsse der Regionalen Gesellschaft werden außer bei Abweichungen, die die Exekutive bestimmt, gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über Buchhaltung und Jahresabschlüsse von Unternehmen aufgestellt.

Die Jahresabschlüsse werden spätestens für den 30. April vom Verwaltungsrat aufgestellt.

Sie werden von der Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt und von der Exekutive genehmigt.

Art. 16. Die Regionale Gesellschaft legt der Exekutive die periodischen Lageberichte und einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten vor. Sie teilt ihr alle Auskünfte mit, die sie bei ihr einholt.

Abschnitt V. — Enteignungsbefugnis

Art. 17. Die Regionale Gesellschaft kann gemäß den Rechtsvorschriften in bezug auf die Enteignung im öffentlichen Interesse unbewegliche Güter erwerben, die vorher von der Exekutive für gemeinnützig erklärt worden sind.

KAPITEL II. — Betriebsgesellschaften*Abschnitt I. — Gründung, Kapital und Dauer des Bestehens*

Art. 18. Auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft genehmigt die Exekutive die Gründung und die Statuten von Betriebsgesellschaften.

Diese Gesellschaften nehmen die Rechtsform von öffentlich-rechtlichen Verbänden an und sind mit der Rechtspersönlichkeit versehen. Sie werden auf unbestimmte Zeit errichtet.

Die Handlungen und Verpflichtungen dieser Gesellschaften sind als Handelsgeschäfte anzusehen.

Art. 19. Das Kapital der zu gründenden Betriebsgesellschaften wird gebildet, indem die Regionale Gesellschaft die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks erforderlichen Aktiva einbringt.

Für die bestehenden Betriebsgesellschaften, die in Artikel 39 erwähnt sind, erfolgt diese Einbringung gegebenenfalls in Form einer Kapitalerhöhung.

Die Anteile, die das Kapital darstellen, überträgt die Regionale Gesellschaft unentgeltlich bis zu 49 % unter dem Vorbehalt ihrer Annahme den Gemeinden, die im Bezirk der Betriebsgesellschaft gelegen sind.

Diese Anteile werden unter die Gemeinden im Verhältnis zur deren Bevölkerungszahl am 1. Januar 1989 verteilt.

Diese Verteilung darf nicht zur einer Verringerung der Anzahl Anteile führen, welche die Gemeinden, die bereits an den bestehenden Betriebsgesellschaften beteiligt sind, besitzen.

Bei einer Anwendung der im vorangehenden Absatz erwähnten Bestimmung, werden die Anteile, die den andere Gemeinden zu übertragen sind, entsprechend verringert.

Die Anteile, auf die eine Gemeinde verzichtet hat, bleiben im Besitz der Regionalen Gesellschaft. Diese Anteile dürfen nur dieser einzigen Gemeinde übertragen werden.

Abschnitt II. — Arbeitsweise

Art. 20. Die Arbeitsweise der Betriebsgesellschaften wird durch das vorliegende Dekret und durch ihre Statuten bestimmt; im über die Handelsgesellschaften, insbesondere durch die Bestimmungen über die Aktiengesellschaften, geregelt, soweit in diesem Dekret nicht davon abgewichen wird.

Art. 21. Die Betriebsgesellschaften werden von einem Verwaltungsrat verwaltet, der mindestens 6 Mitglieder und höchstens 18 Mitglieder umfaßt, deren Anzahl jedoch immer gerade ist.

Die tägliche Geschäftsführung dieser Betriebsgesellschaften wird einem Generaldirektor anvertraut, den die Exekutive ernennt.

Die Anzahl Verwaltungsratsmitglieder, die die Regionale Gesellschaft vertreten, entspricht der um eine Einheit erhöhten Hälfte der Gesamtzahl der Mitglieder des Rates.

Diese Verwaltungsratsmitglieder werden auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft von der Exekutive benannt.

Die Anzahl Verwaltungsratsmitglieder, die die Gemeinden vertreten, entspricht der um eine Einheit verringerten Hälfte der Gesamtzahl der Mitglieder des Rates.

Diese Verwaltungsratsmitglieder werden gemäß den durch die Statuten festgelegten Modalitäten von der Exekutive benannt.

An den Sitzungen des Verwaltungsrates nehmen außerdem zwei Vertreter der repräsentativen Organisationen des Personals mit beratender Stimme teil.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates wird unter den Verwaltungsratsmitgliedern, die die Gemeinden vertreten, von der Exekutive bestellt.

Abschnitt III. — Kontrolle und Aufsicht

Art. 22. Jede Betriebsgesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regionalen Gesellschaft. Diese Kontrolle wird durch Vermittlung eines Kommissars ausgeübt, den die Exekutive unter den Mitgliedern des Personals der Regionalen Gesellschaft bestellt.

Der Kommissar übt sein Mandat gemäß den Bestimmungen von Artikel 10 aus. Der Einspruch wird vom Kommissar bei der Regionalen Gesellschaft erhoben; der Annullierungsbeschluß ist mit Gründen versehen und wird der Betriebsgesellschaft per Einschreiben notifiziert.

Art. 23. Die bei der Regionalen Gesellschaft bestellten Abschlußprüfer üben das gleiche Mandat bei jeder Betriebsgesellschaft gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 aus.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Exekutive, den statutarischen Organen der Betriebsgesellschaft und denjenigen der Regionale Gesellschaft übermittelt.

Abschnitt IV. — Haushaltsplan und Rechnungen

Art. 24. Die Haushaltspläne der Betriebsgesellschaften werden auf Betreiben der Regionalen Gesellschaft an die Exekutive weitergeleitet.

Wenn es keinen Geschäftsführungsvertrag im Sinne der Artikel 32 und 33 gibt, legen die Betriebsgesellschaften der Exekutive ihren Haushaltsplan zur Genehmigung vor, nachdem die Regionale Gesellschaft ihr Gutachten darüber abgegeben hat.

Art. 25. Die Einnahmen der Betriebsgesellschaften sind die folgenden :

- 1° die eigenen Einnahmen der Betriebsgesellschaften;
- 2° die Mittel, die auf Vorschlag der Regionalen Gesellschaft im regionalen Haushaltsplan bewilligt werden;
- 3° der Ertrag der Anleihen, die sie aufnehmen bzw. ausgeben dürfen.

Art. 26. Die Betriebsgesellschaften dürfen mit der Zustimmung der Exekutive und nach Gutachten der Regionalen Gesellschaft Anleihen aufnehmen oder ausgeben; sie teilen der Exekutive und der Regionalen Gesellschaft alle Auskünfte über diese Anleihen mit.

Art. 27. Die Jahresabschlüsse werden außer bei Abweichungen, die die Exekutive bestimmt, gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über Buchhaltung und Jahresabschlüsse von Unternehmen aufgestellt.

Art. 28. Die Betriebsgesellschaften legen der Regionalen Gesellschaft und der Exekutive die periodischen Lageberichte und einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten vor. Sie teilen ihnen alle Auskünfte mit, die sie bei ihnen einholen.

Art. 29. Die Provinzen und die Gemeinden, die mit Verkehrsleistungen versorgt werden, dürfen die Betriebsgesellschaften nicht zu einer Abgabe für Konzessionen und Genehmigungen, die ihnen erteilt worden sind, verpflichten.

Abschnitt V. — Wahrung der Interessen Gewisser Zonen

Art. 30. In den Statuten der Betriebsgesellschaften können Bestimmungen zur Wahrung der Interessen gewisser Zonen vorgesehen werden, die zum Bezirk gehören und besondere Merkmale aufweisen.

Art. 31. Durch einen Erlaß der Exekutive können Mitglieder des Personals der Regionalen Gesellschaft in die Betriebsgesellschaften versetzt werden.

Die Exekutive bestimmt nach Absprache mit den repräsentativen Organisationen des Personals die Modalitäten seiner Versetzung und die erforderlichen Maßnahmen zur Wahrung seiner Rechte, und zwar unter Beachtung der in Artikel 88 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnten Grundsätze.

KAPITEL III. — Gemeinsame Bestimmungen für die Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft und die Betriebsgesellschaften

Art. 32. Die Regionale Gesellschaft legt der Exekutive den Geschäftsführungsvertrag, der mit jeder Betriebsgesellschaft abzuschließen ist, zur Genehmigung vor.

Der Geschäftsführungsvertrag gilt für eine Dauer von mindestens vier Jahren und höchstens sechs Jahren.

Art. 33. Der Geschäftsführungsvertrag betrifft insbesondere :

- 1° die gemeinnützigen Aufgaben der Betriebsgesellschaften und ihre wirtschaftlichen Ziele;
- 2° die Tarifstrukturen.

KAPITEL IV. — Konzessionen und Genehmigungen für den öffentlichen Verkehr

Art. 34. Die Exekutive erteilt den Betriebsgesellschaften eine Konzession für die Betreibung des Linienverkehrs oder von Sonderformen des Linienverkehrs, oder sie genehmigt diese Betreibung.

Die Konzessionen oder Genehmigungen geben keinen Anlaß zur Zahlung von Gebühren.

Art. 35. Wenn Verkehrsleistungen die Bezirke mehrerer Betriebsgesellschaften betreffen, beschließt die Exekutive, nachdem die Regionale Gesellschaft ihr Gutachten abgegeben hat.

Art. 36. Die Betriebsgesellschaften können die Betreibung des Linienverkehrs bzw. von Sonderformen des Linienverkehrs, für die sie eine Genehmigung oder eine Konzession besitzen, in Pacht geben.

KAPITEL V. — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 37. Die Regionale Gesellschaft sorgt für die Betreibung der Linien, die früher von der Nationalen Kleinbahngesellschaft betrieben wurden, bis diese Betreibung aufgrund des vorliegenden Dekrets einer Betriebsgesellschaft übertragen wird.

Art. 38. Die versetzten Mitglieder des Personals der Nationalen Kleinbahngesellschaft werden von der Regionalen Gesellschaft übernommen, solange die Exekutive nicht ihre definitiven Dienstposten bestimmt hat. Sie behalten die Eigenschaft, die Besoldung, die Vorteile und das Dienstalter, die sie vor ihrer Überahme durch die Regionale Gesellschaft hatten; die mit der Ausübung eines Amtes verbundenen Vorteile behalten sie nur, sofern die Bedingungen für ihre Erteilung noch bei der Regionalen Gesellschaft bestehen.

Art. 39. Die Interkommunale Verkehrsgesellschaft von Charleroi, die Interkommunale Verkehrsgesellschaft von Lüttich und die Interkommunale Verkehrsgesellschaft von Verviers sind Betriebsgesellschaften im Sinne des vorliegenden Dekrets.

Art. 40. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1990 in Kraft. Die Artikel 37 und 38 dieses Dekrets werden jedoch erst in Kraft treten, nachdem die Übertragung der Nationalen Kleinbahngesellschaft auf die Regionen aufgrund des Gesetzes, das die Abwicklung dieser Gesellschaft regelt, effektiv erfolgt ist.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Namur, am 21. Dezember 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers
für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen
und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N 90 — 596

21 DECEMBER 1989

Decreet betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestexecutieve heeft aangenomen en Wij, Executieve bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De Waalse Regionale Maatschappij voor Vervoer**Afdeling I. — Oprichting, doel, duur en kapitaal*

Artikel 1. Een Waalse Regionale Maatschappij voor het Openbaar Personenvervoer, hierna genoemd « de Regionale Maatschappij » wordt opgericht, de maatschappelijke zetel van die maatschappij is te Namen gevestigd.

De Regionale Maatschappij is een publiekrechtelijke rechtspersoon waarvan de statuten met dit decreet en, voor het overige en voor zover daarvan niet werd afgeweken, met de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, met name de bepalingen met betrekking tot de naamloze vennootschappen, overeenstemmen.

Haar akten en verbintenissen worden geacht daden van koophandel te zijn.

Art. 2. De Regionale Maatschappij heeft ten doel de studie, de opvatting, de promotie en de coördinatie, in het Waalse Gewest, van de diensten voor het openbaar personenvervoer.

Deze maatschappij heeft met name ten doel :

- 1° de Gewestexecutieve, hierna genoemd « de Executieve » :
 - a) tariefregelingen die op de middelen voor het openbaar vervoer van personen van toepassing zijn;
 - b) de regelen voor de verdeling van de door het Gewest aan de in artikel 18 bedoelde exploitatiemaatschappijen verleende subsidies; voor te stellen;
 - 2° het commerciële beleid dat op het openbaar vervoer van personen van toepassing is, in naam van de Executieve vast te stellen;
 - 3° de door de Executieve bepaalde investeringsprogramma inzake infrastructuur van het openbaar vervoer uit te voeren;
 - 4° de actie van de exploitatiemaatschappijen te coördineren, met name :
 - a) door gemeenschappelijke bestellingen en inkopen van rollend materiaal en uitrustingen voor de exploitatiemaatschappijen, en bij het financieren van die activiteiten;
 - b) bij het oprichten van diensten die voor de exploitatiemaatschappijen gemeenschappelijk zijn;
 - c) bij het harmoniseren van de beleiden van de exploitatiemaatschappijen inzake individuele of collectieve zakelijke betrekkingen;
 - d) bij het bijdragen in de minnelijke regeling van geschillen tussen de exploitatiemaatschappijen;
 - 5° de betrekkingen met de NMBS of met ieder andere nationale of internationale instelling voor openbaar vervoer, voor wat haar betreft, te verzekeren;
 - 6° elke opdracht ten nutte van het algemeen die de Executieve haar toevertrouwt, uit te voeren.

Art. 3. De Regionale Maatschappij wordt opgericht voor een onbepaalde duur. Haar ontbinding kan alleen krachtens een decreet dat de wijze en de voorwaarden van haar liquidatie zal regelen, worden uitgesproken.

Art. 4. § 1. Het Waalse Gewest en de andere aandeelhouders van de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen die onder het Waalse Gewest ressorteren zijn, bij de oprichting van de Regionale Maatschappij, van rechtswege aandeelhouders en wonen de eerste algemene vergadering bij; het aantal maatschappelijke aandelen dat hen wordt verleend, overeenstemt met dat waarover zij in de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen beschikken.

§ 2. De maatschappelijke aandelen worden toegekend en de eerste algemene vergadering wordt opgeroepen op initiatief van de Executieve.

§ 3. Het bedrag van het beginkapitaal, zoals het uit de toekenning van de maatschappelijke aandelen krachtens § 1 voortkomt, wordt in de statuten ingeschreven ten laatste één jaar na oprichting van de Regionale Maatschappij.

§ 4. De krachtens § 1 toegekende maatschappelijke aandelen worden volgestort op dezelfde wijze als voor de ontbinding van de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen. De houders van die aandelen genieten dezelfde rechten en verplichtingen als die verbonden aan de maatschappelijke aandelen van Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen.

§ 5. Naast de in dit artikel bedoelde aandeelhouders kunnen slechts aandeelhouders zijn de door de Executieve publiekrechtelijke rechtspersonen.

Afdeling II. — Werking

Art. 5. § 1. De Regionale Maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur. Het dagelijkse beheer wordt toevertrouwd aan een door de Executieve benoemde administrateur-generaal en aan een adjunct-administrateur-generaal.

§ 2. De Raad van bestuur bestaat uit :

— negen leden, waaronder de voorzitter, benoemd door de Executieve op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid het Vervoer behoort;

(1) *Zitting 1989-1990.**Stukken van de Raad, 117. Nrs 1 tot 5.**Volledig verslag. Openbare Vergadering van 14 december 1989.**Besprekking — Goedkeuring.*

- vijf leden, waaronder de ondervoorzitter, benoemd door de Executieve op voorstel van elk van de exploitatiemaatschappijen. Die leden worden gekozen onder de leden van de raden van bestuur van die maatschappijen;
- twee leden benoemd door de Executieve op voorstel van de meest representatieve vakbondsverenigingen;
- één lid benoemd door de Executieve op voorstel van de meest representatieve vereniging van de privaatexploitanten.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. De statuten bepalen wat betrekking heeft op de bevoegdheden, bezoldigingen en duur van het mandaat van voorzitter, ondervoorzitter, administrateurs, administrateur-generaal en van de adjunkt-administrateur-generaal.

Art. 6. De statuten van de Regionale Maatschappij worden, onder voorbehoud van goedkeuring van de Executieve, vastgesteld of gewijzigd door de algemene vergadering van de aandeelhouders, die bij meerderheid van haar aanwezige of vertegenwoordigde leden beslist.

Art. 7. Met inachtneming van de bepalingen van dit decreet worden de bevoegdheden van de organen van de Regionale Maatschappij en de werking ervan geregeld door haar statuten en, voor het overige, door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 8. Artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is niet van toepassing op :

- 1° de stemrechten verbonden aan aandelen die de Regionale Maatschappij bezit en die het kapitaal vertegenwoordigen;

- 2° de stemrechten verbonden aan aandelen die het kapitaal van de Regionale maatschappij vertegenwoordigen.

Art. 9. In afwijking van artikel 104bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen kan de Regionale maatschappij alleen een vennootschap oprichten en op alle aandelen van die vennootschap als oprichter inschrijven.

De Regionale Maatschappij kan alle aandelen van een bestaande maatschappij tijdens meer dan één jaar bezitten zonder als hoofdelijke borg van alle verplichtingen van die maatschappij ontstaan na verzameling van alle aandelen in haar handen geacht te worden.

De Regionale Maatschappij die de enige aandeelhouder van de in het vorige lid bedoelde maatschappijen is, bewaart het genot van de bedoelafscheiding.

Afdeling III. — Controle en toezicht

Art. 10. § 1. De Regionale Maatschappij wordt onderworpen aan de controle van de Executieve.

Die controle wordt uitgeoefend op de toetreding van twee commissarissen-afgevaardigden benoemd door de Executieve; de commissarissen wonen de vergadering van de bestuurs- en controleorganen van de Regionale Maatschappij bij met raadgevende stem en beschikken voor het vervullen van hun opdracht over de ruimste bevoegdheden.

§ 2. Elke commissaris van de Executieve beschikt over een termijn van vier volle dagen om een gemotiveerd beroep in te stellen tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, de reglementering, de statuten, de bestuursovereenkomst of met het algemeen belang. Dit beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt te rekenen van de dag waarop die beslissing werd genomen, behalve wanneer de betrokken commissaris, overeenkomstig de statuten, niet regelmatig werd opgeroepen. In dit geval loopt de termijn met ingang van de dag waarop hij er, met aangetekende brief, kennis van heeft gekregen.

§ 3. Elke commissaris stelt zijn beroep in bij de Executieve onder de voorwaarden en volgens de door haar vastgestelde modaliteiten. Indien binnen een termijn van 30 kalenderdagen ingaande dezelfde dag als de in § 2 voormelde termijn de Executieve de nietigverklaring niet uitgesproken heeft, wordt de beslissing definitief.

§ 4. De nietigverklaring moet gemotiveerd en beketend worden aan de Regionale Maatschappij bij aangetekende brief.

§ 5. De Executieve bepaalt de duur van het mandaat en de emolumenten van de commissarissen.

Art. 11. Drie commissarissen bij de Regionale Maatschappij worden door de Executieve onder de leden van het Instituut van Bedrijfsrevisoren aangewezen.

Voor het overige oefenen de commissarissen hun mandaat uit overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Hun verslagen en opmerkingen worden gericht aan de statutaire organen van de Regionale Maatschappij en aan de Waalse Gewestexecutieve.

Afdeling IV. — Begroting en rekeningen

Art. 12. De Regionale Maatschappij stelt jaarlijks haar begroting vast door toedoen van haar organen en legt die begroting ter goedkeuring voor aan de Executieve.

Het gebrek aan goedkeuring van de Executieve op de eerste dag van het begrotingsjaar verhindert niet de aanwending van de op het begrotingsvoorstel van de Regionale Maatschappij uitgetrokken kredieten, behalve indien het om nieuwe uitgaven gaat die in de vorige begroting niet werden voorzien.

Art. 13. De ontvangsten van de Regionale Maatschappij bestaan uit :

- 1° de eigen ontvangsten van de Regionale Maatschappij;
- 2° de door de regionale begroting toegekende kredieten;
- 3° de opbrengst van de leningen die zij gemachtigd werd uit te geven of te sluiten.

Art. 14. De Regionale Maatschappij wordt ertoe gemachtigd, met toestemming van de Executieve, leningen te sluiten of uit te geven; zij moet de Executieve alle inlichtingen over die leningen meedelen.

De Executieve wordt ertoe gemachtigd, onder de door haar vast te stellen voorwaarden, de interest en de aflossing van die leningen en verplichtingen ten opzichte van derden te waarborgen; de door het Gewest gewaarborgde verbintenissen kunnen de bedragen vastgesteld door het decreet houdende de begroting van de uitgaven van het Gewest niet overschrijden.

Art. 15. De jaarrekeningen van de Regionale Maatschappij worden, behalve afwijkingen bepaald door de Executieve, opgemaakt overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de comptabiliteit van de ondernemingen.

De jaarrekeningen worden opgemaakt door de Raad van bestuur uiterlijk op 30 april, vastgesteld door de algemene vergadering van de aandeelhouders en goedgekeurd door de Executieve.

Art. 16. De Regionale Maatschappij legt de Executieve periodieke toestanden alsook een jaarlijks verslag over haar activiteiten voor. Zij deelt de Executieve alle andere inlichtingen die zij eist, mee.

Afdeling V. — Onteigeningsbevoegdheid

Art. 17. De Regionale Maatschappij wordt, overeenkomstig de wetgeving inzake onteigening ten nutte van het algemeen, ertoe gemachtigd onroerende goederen aan te kopen die vooraf door de Executieve van algemeen nut werden verklaard.

HOOFDSTUK II. — De exploitatiemaatschappijen*Afdeling I. — Oprichting, kapitaal en duur*

Art. 18. De Executieve keurt op voorstel van de Regionale Maatschappij de oprichting en de statuten van de exploitatiemaatschappijen goed.

Deze maatschappijen nemen de vorm van publiekrechtelijke verenigingen en hebben de rechtspersoonlijkheid. Zij worden opgericht voor een onbepaalde duur.

Hun handelingen en verbintenissen worden geacht commercieel te zijn.

Art. 19. Het kapitaal van de op te richten exploitatiemaatschappijen bestaat uit de inbreng van actieven door de Regionale Maatschappij die voor de uitvoering van hun maatschappelijke doel noodzakelijk zijn.

Die inbreng neemt, in voorkomend geval, voor de in artikel 39 al bestaande exploitatiemaatschappijen, de vorm van een kapitaalverhoging.

De aandelen die voor het kapitaal vertegenwoordigd zijn, worden, onder voorbehoud van de aanvaarding ervan, kosteloos overgedragen door de Regionale Maatschappij ten belope van 49 pct. aan de gemeenten gelegen in de exploitatieomtrek van de exploitatiemaatschappij.

Die aandelen worden verdeeld onder de gemeenten naar rata van hun bevolkingscijfer op 1 januari 1989.

De verdeling kan niet ten gevolge hebben een vermindering van het aantal aandelen die de in de bestaande exploitatiemaatschappijen al verenigde gemeenten bezitten.

In geval van toepassing van de in het vorige lid bedoelde bepalingen worden de aan de andere gemeenten over te dragen aandelen tot het zodanig bedrag verminderd.

De aandelen waarvan een gemeente afstand heeft gedaan, blijven het bezit van de Regionale Maatschappij. Die aandelen kunnen slechts aan die gemeente worden overgedragen.

Afdeling II. — Werking

Art. 20. De werking van de exploitatiemaatschappijen wordt geregeld door dit decreet, door hun statuten en, voor het overige, voor zover daarvan niet wordt afgeweken, door de gecoördineerde wetten op de handelvennootschappen en, met name, de bepalingen met betrekking tot de naamloze vennootschappen.

Art. 21. De exploitatiemaatschappijen worden bestuurd door een Raad van bestuur waarvan het aantal leden altijd even moet zijn; die Raad van bestuur bestaat uit minimum 6 leden en uit maximum 18 leden.

Het dagelijks bestuur van de exploitatiemaatschappijen wordt toevertrouwd aan een door de Executieve benoemde directeur-generaal.

Het aantal administrateurs die de Regionale Maatschappij vertegenwoordigen bedraagt de helft van het totaal aantal leden van de Raad van bestuur met één eenheid.

Die administrateurs worden aangewezen door de Executieve op voorstel van de Regionale Maatschappij.

Het aantal administrateurs die de gemeenten vertegenwoordigen bedragen de helft van het totaal aantal leden van de raad verminderd met één eenheid.

Die administrateurs worden aangewezen door de Executieve volgens de door de statuten vastgestelde voorwaarden.

Twee afgevaardigden van de voor het personeel vertegenwoordigde vakbondsorganisaties zetelen met raadgevende stem in de Raad van bestuur.

De voorzitter van de Raad van bestuur wordt aangewezen door de Executieve onder de administrateurs die de gemeenten vertegenwoordigen.

Afdeling III. — Controle en toezicht

Art. 22. Elke exploitatiemaatschappij wordt onderworpen aan de controle van de Regionale Maatschappij. Die controle wordt uitgeoefend op de toetreding van een commissaris aangewezen door de Executieve onder de personeelsleden van de Regionale Maatschappij.

De commissaris oefent zijn mandaat uit overeenkomstig de bepalingen van artikel 10.

De commissaris stelt zijn beroep in bij de Regionale Maatschappij; de nietigverklaringsbeslissing moet gemotiveerd worden en moet bij aangetekende brief aan de exploitatiemaatschappij worden betekend.

Art. 23. De commissarissen aangewezen bij de Regionale Maatschappij oefenen overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 hetzelfde mandaat uit bij elke exploitatiemaatschappij.

Hun verslagen en opmerkingen worden gericht aan de Executieve, aan de statutaire organen van de exploitatiemaatschappij en aan die van de Regionale Maatschappij.

Afdeling IV. — Begroting en rekeningen

Art. 24. De begrotingen van de exploitatiemaatschappijen worden op verzoek van de Regionale Maatschappij gericht aan de Executieve.

Bij gebrek aan beheerovereenkomst, zoals bepaald in de artikelen 32 en 33, leggen de exploitatiemaatschappijen hun begroting, na advies van de Regionale Maatschappij, ter goedkeuring aan de Executieve.

Art. 25. De ontvangsten van de exploitatiemaatschappijen bestaan uit :

1° de eigen ontvangsten van de exploitatiemaatschappijen;

2° de kredieten toegekend door de regionale begroting op voorstel van de Regionale Maatschappij;

3° de opbrengst van de leningen die zij werd gemachtigd uit te geven of te sluiten.

Art. 26. De exploitatiemaatschappijen worden ertoe gemachtigd, met toestemming van de Executieve na advies van de Regionale Maatschappij, leningen te sluiten of uit te geven; zij moeten de Executieve alle inlichtingen over die leningen meedelen.

Art. 27. Hun jaarrekeningen worden, behalve afwijkingen bepaald door de Executieve, opgemaakt overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de comptabiliteit van de ondernemingen.

Art. 28. De exploitatiemaatschappijen leggen de Regionale Maatschappij en de Executieve periodieke toestanden alsook een jaarlijks verslag over hun activiteiten voor. Zij delen de Regionale Maatschappij en de Executieve alle andere inlichtingen die zij eisen, mee.

Art. 29. De provincies en gemeenten die door de exploitatiemaatschappijen worden verzorgd kunnen die maatschappijen geen vergeldingsbelasting uit hoofde van concessie en machtigingen die hen zullen worden verleend opleggen.

Afdeling V. — Bescherming van de interessen van bepaalde zonen

Art. 30. De statuten van de exploitatiemaatschappijen kunnen bepalingen voorzien met het oog op de bescherming van de interessen van bepaalde zonen die deel uitmaken van de exploitatieomtrek en die bijzondere karakteristieken bezitten.

Afdeling VI. — Overdracht van het personeel

Art. 31. De personeelsleden van de Regionale Maatschappij kunnen bij besluit van de Executieve naar de exploitatiemaatschappij worden overgedragen.

De Executieve bepaalt, na overleg met de voor het personeel vertegenwoordigde vakbondsorganisaties, de modaliteiten van de overdracht en de maatregelen die, met inachtneming van de in artikel 88 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bedoelde principes, noodzakelijk zijn ten einde de rechten van het personeel te waarborgen.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen die de Waalse Regionale Maatschappij voor vervoer en de exploitatiemaatschappijen gemeenschappelijk hebben

Art. 32. De Regionale Maatschappij legt de met elke exploitatiemaatschappijen af te sluiten beheerovereenkomst ter goedkeuring aan de Executieve voor.

De beheerovereenkomst heeft een minimum- en een maximumduur van respectievelijk vier en zes jaar.

Art. 33. De beheerovereenkomst heeft met name betrekking op :

- 1° de openbare opdrachten van de exploitatiemaatschappijen en hun economische doeleinden;
- 2° de tariefregelingen.

HOOFDSTUK IV. — Concessies en machtigingen voor gemeenschappelijk vervoer

Art. 34. De exploitatie van gespecialiseerde regelmatige of onregelmatige vervoerdiensten wordt toegekend of gemachtigd door de Executieve.

De concessies of machtigingen veroorzaken geen betaling van retributies.

Art. 35. Wanneer een vervoerdienst de omtrekken van verschillende exploitatiemaatschappijen betreft, beslist de Executieve nadat de Regionale Maatschappij haar advies heeft uitgesproken.

Art. 36. De exploitatiemaatschappijen kunnen de exploitatie van gespecialiseerde regelmatige of onregelmatige vervoerdiensten waarvoor zij een concessie of een machtiging bezitten, verhuren.

HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 37. De Regionale Maatschappij verzekert de exploitatie van lijnen die vroeger door de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen werden geëxploiteerd, todat die exploitatie krachtens dit decreet aan een exploitatiemaatschappij wordt overgedragen.

Art. 38. De overdragen personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen maken deel uit van de Regionale Maatschappij zolang de Executieve hun definitieve bestemming niet heeft bepaald. De personeelsleden behouden de kwaliteit, de wedde, de voordelen en de anciënniteit waarvan zij voor hun indeling in de Regionale Maatschappij genieten; zij behouden de voordelen verbonden aan de uitoefening van een functie voor zover de voorwaarden van de toekenning ervan nog in de Regionale Maatschappij bestaan.

Art. 39. De « Société des Transports intercommunaux de Charleroi », de « Société des Transports intercommunaux de Liège » en de « Société des Transports intercommunaux de Verviers » zijn in de zin van dit decreet exploitatiemaatschappijen.

Art. 40. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1990. De artikelen 37 en 38 van dit decreet zullen echter alleen uitwerking hebben nadat de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen, krachtens de wet houdende regeling van haar ontbinding, werkelijk aan de Gewesten wordt overgedragen.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, op 21 december 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt,

A. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN